

Combat BRETON

mars 1975 - n° 3 - 4 francs

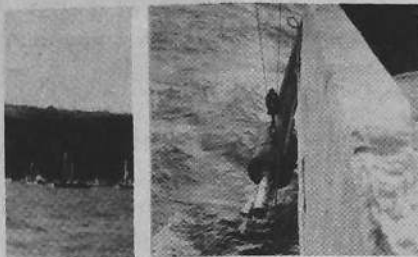
LE GOARNIC = PORTAL ...?



**SAV: où va le s.
PARTI**

SOMMAIRE

BRETAGNE



- 4 La pêche
- 5 Pétrole - Mer d'Iroise
III - Les pièges du pouvoir
- 6 Le Goarnic - Portal
- 7 Kaou libre

EUROPE



- 10 Alsace
- 10 Corse
- 10 Euskadi
- 10 France
- 10 Grande-Bretagne
- 10 Occitanie
- 10 Savoie

MONDE



- EXCLUSIF**
- 11-12 Les Kurdes au combat
III - Les structures politiques
 - 12 Algérie
 - 12 Guyane
 - 12 Mexique

ACTUALITÉ

- 16 Le P.C.F. récupère
- 16 La police de Poñia
- 16 Provocations
- 16 Atomes en vrac

ENQUÊTE



- 13 Atomes en vrac

DOCUMENTS

SPECIAL COMBAT BRETON



- 3 Editorial
- 8 Où va le parti
- 9 Remembrement à Plounevez

CULTURE



- 14 Les livres
- 14 Les disques
- 14 Jacques Brengues

LOISIRS

- 15 Préfet hors-cadre
- 15 Mots croisés
- 15 Radio-T.V.



L'escalade des violences et des pièges soigneusement mis au point par le Gouvernement se poursuit à un rythme tranquille que nous avons prévu dès notre premier numéro.

En fait, il faut avoir le courage de

replacer le problème au niveau européen et même mondial. La nécessité s'en présente d'autant plus que l'examen des guerres de libération livre toujours le même schéma. Un combat de libération nationale se livre sur trois plans : le militaire, le politique et l'international. L'habileté des révolutionnaires qui font articuler le social, le culturel et la lutte de libération est de savoir profiter des avantages sur un plan, quand un autre cède du terrain.

Dans la première guerre d'Indochine, l'aspect militaire a été déterminant grâce au génie de Giap et devait aboutir à Dien Bien Phu. Dans la guerre d'Algérie, la politique et l'international ont emporté l'essentiel avec dans la poche une action militaire souvent trahi sur ses propres arrières (Affaire Amirouche, « épuration » de la Willaya III, etc...).

Dans notre cas faisons le point. Il est désormais acquis que les militants bretons ne perdent jamais de vue le trident du combat : la culture et la langue sont les instruments de libération nationale quand ils soutiennent des ouvriers en grève, des paysans en lutte...

Pour le militaire, il est strictement ponctuel et amorce la politique, crée des abcès de fixation. On ne peut que se féliciter de l'intelligence et du sens politique des militants de l'ombre dont la seule attitude et les choix permet désormais de distinguer sans peine la provocation de l'attentat authentique. Là, le pouvoir a militairement perdu des points et le sait. Si mineur que soit l'aspect militaire en Bretagne, il n'est pas négligeable. Mais il ne faut pas se leurrer, les forces françaises sont considérables et seule l'utilisation de la force de l'adversaire est efficace.

Le domaine politique a encore fait reculer nos adversaires. L'affaire Morvan est un échec pour eux. L'affaire Puillandre aussi ; ils se sont ridiculisés, ont gardé Kaou en otage attendant un relâchement de notre part dans notre soutien. Il faut bien aussi s'attendre à des provocations suivies de délation. L'arrestation de camarades de Stourm Breizh récemment en est un tout petit prémisses.

La victoire Le Goarnic est un exemple remarquable d'un travail international. Il faut bien réaliser que la revendication des « minorités » de l'hexagone aura désormais une oreille dans les organisations internationales à condition, bien sûr, que la revendication soit PROPORZIONALE A NOTRE REPRESENTATIVITE ! Prenons bien la mesure de cette réalité. Dans ce domaine, nos luttes auront des échos strictement proportionnels au bruit que nous ferons. Mais restons lucide. Le F.L.B. peut toujours faire sauter la gare de Rennes, si l'action ne repose pas sur une réalité populaire, les auteurs ne seront que des « terroristes ». Si nous multiplions des actions de soutien aux Paysans Travailleurs, si nous faisons la jonction Paysans-marins-ouvriers, les militants bretons n'apparaîtront pas comme des excités mais comme l'expression d'une volonté populaire nationale.

C'est notre travail maintenant qui va décider de la création de ce mouvement de masse. Mais qu'elle va être la réplique du pouvoir ? Ne nous illusionnons pas, elle est déjà prête. Elle se dessine même sous nos yeux.

Les Bretons réclament l'industrialisation du centre Bretagne... Qu'à cela ne tienne, M. Poniowski qui a les moyens de causer mieux que nous, promet le désenclavement du centre Bretagne cependant que Chirac condescend à promettre quelques bribes pour la langue. De l'autre côté, Pleven gonfle ses petits poumons pour crier une bretonnité de bon aloi ; rapportez-vous à ce qui s'est dit au dernier Conseil général et vous serez convaincu : « le pétrole aux Bretons, nous avons le droit d'être considéré comme des citoyens majeurs, etc... ». Brus-

quement, les responsables parisiens se réveillent à cette voix « bretonne » et lèvent les bras au ciel : « qu'elle joie, nous avons découvert les interlocuteurs valables ! ». ON récupère le Celib, on lui donne une nouvelle fraîcheur, on le passe à l'institut de beauté et on le remet en piste avec quelques démagogues nouveaux capables d'amuser le public ou de faire illusion un temps.

Le scénario est prêt, le décor est planté, les dialogues sont écrits.

Nous parlions dans notre précédent numéro de récupération par la gauche. Il faut aussi prévoir la récupération par la droite, plus proche encore et plus dangereuse.

Nous parlons d'autonomie et de fédéralisme. Nos adversaires nous répondront sur le même ton si nous n'avons pas précisé, affirmé le contenu réel de cette autonomie et de ce fédéralisme. UN fédéralisme néo-helvétique qui verrait en Bretagne l'accession aux postes les plus importants des rats bien connus de la politique franco-bretonne n'est certainement pas exclu de l'esprit des dirigeants français. Peut-on même dire après tout que les plus bavards d'entre eux se laissent aller à parler du projet en place d'une nouvelle constitution néo-fédérale de la France.

Quand on sait que l'Hexagone est promu à devenir terre privilégiée des sociétés multinationales on subodore fort bien comment le projet va tourner.

Il en résulte que le durcissement des luttes sociales en Bretagne doit être soutenue inconditionnellement, qu'elles doivent même être suggérées partout où cela est nécessaire en mettant bien en évidence le facteur colonial de l'exploitation. Il en découle, bien sûr, la responsabilité syndicale des militants bretons qui doit aller croissante. Il est logique enfin que nous maintenions nos rapports avec les mouvements frères dans le monde et le dépôt de nos revendications auprès des instances internationales. C'est à ce prix que nous ne nous ferons pas voler notre combat par les requins dont nous voyons déjà les ventres blancs à la surface des eaux troubles.

■ COMBAT BRETON

QUI VEUT LA MORT DES PÊCHEURS ?



On peut se poser la question...

Et surtout qui profite d'une exploitation qui entraîne la misère et des dangers dont la mort est souvent la sanction implacable.

Cette grève des pêcheurs dont l'avenir verra le durcissement met en cause les plus gros armateurs, et surtout les mareyeurs et les transitaires. Et non seulement les artisans et les ouvriers de la pêche subissent cet abus de pouvoir mais les consommateurs et restaurateurs ressentent l'exploitation qui ne profite qu'à quelques-uns.

Prenons l'exemple de Saint-Malo. Cependant qu'à Concarneau et au Guilvinec, la langoustine était vendue 4,50 F et 6 F le kilo, le limonadier et le consommateur de Saint-Malo l'achetaient 22,30 F ? La sole mis en vente sur la criée valait 7 ou 8 F pour être retrouvée 22 F ou 23 F chez les poissonniers. Le lieu noir battait tous les records : 1 et 2 F sur la criée, 10 et 12 F en boutique.

Les restaurateurs sont évidemment particulièrement touchés, sans compter que la T.V.A. vient en sus grever leur budget et qu'il faut compter 20 % de perte par jour. Pourquoi ces derniers ne réagissent-ils pas ?

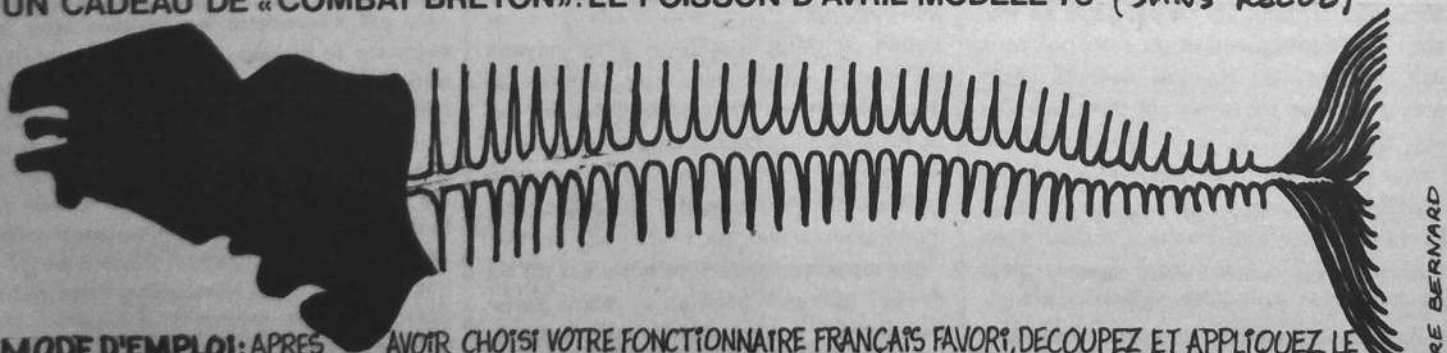
« Le Syndicat des limonadiers » est bien trop bourgeois ici », nous disait un restaurateur de Saint-Malo, « et ils ne feront jamais la jonction avec les pêcheurs. Ce serait pourtant bien le moment dans une région comme la nôtre où un ouvrier gagne strictement le S.M.I.G et où, quand on fait une offre d'emploi, on obtient cent réponses... ».

Encore une fois, seuls quelques hommes, transitaires, mandataires de Rungis font la pluie et le beau temps et peuvent se permettre de mettre en cause le niveau de vie des uns, le droit au travail des autres. Pour quelle marge bénéficiaire ?

Faudra-t-il de nouvelles violences pour qu'une industrie insuffisamment développée, négligée mais encore florissante en Bretagne puisse être révisée complètement et rendue à des réalités tenant compte de l'évolution des besoins de vie ?

M.P.B./LE DROFF

UN CADEAU DE « COMBAT BRETON » : LE POISSON D'AVRIL MODELE 75 (SANS RECUL)



MODE D'EMPLOI: APRES AVOIR CHOISI VOTRE FONCTIONNAIRE FRANÇAIS FAVORI, DECOUPEZ ET APPLIQUEZ LE POISSON A L'AIDE D'UNE PUNAISE OU D'UN CLOU. ATTENTION: NE PAS L'ACCROCHER AVEC UN FIL ELECTRIQUE. NOTA: PEUT-ETRE EVENTUELLEMENT SERVI PAR UN PECHEUR AVANT INVITE LE PRESIDENT A DINER.

PIERRE BERNARD

PÉTROLE - MER D'IROISE

III. - LES PIÈGES DU POUVOIR

Dans notre précédent article nous avons crié casse-cou. Pétrole ou pas pétrole ? Nous posions déjà l'hypothèse de champs pétrolifères insuffisamment rentables et nous imaginions les séides du gouvernement français faire la part belle à ce dernier en donnant tête baissée dans un piège grossier.

Or, depuis la parution de cet article, le Conseil régional de Bretagne s'est réuni à Rennes. Il s'y est dit de fort étranges choses, surtout de la bouche de M. Pleven. Ce dernier faisait à l'occasion une petite crise de régionalisme et partait du pied droit sur le problème du pétrole. Reprenons donc ses propos :

« Nous n'avons pas les mêmes droits qu'un citoyen âgé de dix-huit ans. Je me demande même si l'on accepterait que la région bretonne puisse participer financièrement au groupe qui sera chargé de prospecter les ressources pétrolifères en mer d'Iroise. Si les recherches donnaient des résultats positifs, ne faudrait-il pas plutôt faire appel à l'épargne bretonne qu'à des pétrodollars pour mener à bien une entreprise de cette dimension ? »

C'est bien là ce que nous craignons. Dans notre dernier numéro, nous précisions à ce propos : Imaginons un peu que ces gisements soient à la limite de l'exploitable... Dans ce cas, le pouvoir central parisien pourrait user d'un stratagème fort efficace : faire peser une partie importante des charges de sondage et d'exploitation à l'infrastructure bretonne, trop faible, qui devrait alors faire appel en masse à des investissements étrangers incontrôlables, cependant que les autorités politiques et « régionales » donneraient têtes baissées dans ce processus. Les notables ont tout intérêt à jouer une carte équivoque dans les eaux du CELIB.

Nous ne pensons pas que notre prévision se réaliserait aussi vite. M. Pleven joue brusquement les volontaristes régionalistes, réclame pour la Bretagne, sa part de pétrole et prône, tout simplement, l'engagement de l'épargne bretonne dans cette aventure.

Passons si les gisements sont rentables, mais il faut aussi prévoir le rapport d'investissement nécessaire et le pouvoir réel de l'épargne bretonne... Or, il semblerait que déjà, à plusieurs reprises, les fonds bretons ont été sollicités pour des entreprises quelque peu déficitaires... Souvenez-vous d'un certain « Centre... » du côté des Champs-Élysées à Paris.

De toutes façons, il est invraisemblable que l'épargne bretonne soit engagée dans une entreprise semblable. Elle serait inutilement engloutie et c'est sans aucun doute ce que veulent les amis de M. Pleven.

Depuis quelques temps nous voyons d'étranges manœuvres, venant de la droite au pouvoir ou sur ces marches, ou encore d'agitateurs en eaux troubles, tenter d'exciter les Bretons sur ce problème sans leur donner les moyens de réflexion et de pouvoir capable de servir l'économie bretonne de manière logique.

Une fois pour toutes, il faut le dire : Le pétrole est un instrument en soi, dont les effets peuvent être immenses, **MAIS CE N'EST PAS UNE FIN, SAUF POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AU SERVICE DU GOUVERNEMENT ET POUR LE GOUVERNEMENT LUI-MÊME !**



AU LARGE DE BREST REMONTÉE DE LA DRAGUE EN MER

Si nous n'avons pas le contrôle entier de l'exploitation nous allons à une catastrophe.

Concevons maintenant que le pétrole soit bien là, ronronnant et abondant, pactole fabuleux pour notre pays...

Nous ne possédons pas l'infrastructure routière, industrielle, technique, portuaire, etc..., capable de maintenir la direction des recherches et de l'exploitation.

Les conséquences de ce sous-développement saute aux yeux sans peine.

Sans le support de la Loire-Atlantique industrielle, nous dépendrons pour la fabrication des éléments du matériel off shore de la région mythique « Pays de Loire » et peut-être même des zones sidérurgiques de l'Est de la France.

Le réseau routier nécessaire qui sera alors mis en place, parce que réalisé à la hâte, sera encore la cause de multiples expropriations arbitraires et, plutôt que favoriser le centre Bretagne, sera conçu au service de Paris et dans l'esprit d'une autoroute militaire... coupant la Bretagne en deux ! Depuis César et Hitler les routes ont toujours eu bon dos.

Les ports bretons peu adaptés à un trafic important de navires techniques et industriels seront aménagés hâtivement dans le plus pur style français « c'est provisoire et ça dure ». Il est inutile de décrire les conséquences.

Le personnel technique importé de l'extérieur ne correspondra nullement aux besoins d'emplois de la Bretagne.

L'apparition brusque d'un personnel pétrolier sur-payé dans une population sur-exploitée ne fera qu'accroître le caractère colonisé de nos côtes.

Seuls les emplois subalternes seront réservés aux Bretons.

En un mot comme en mille, si la mer d'Iroise recèle vraiment du pétrole, le pouvoir parisien jettera sur la Bretagne de formidables sommes d'argent dont les pôles sont hors Bretagne, bousculera tout ce qui reste de bretonnité, d'équilibre dans une fabuleuse construction anarchique, l'installation d'une foule d'industries pirates, l'invasion de parasites de tous poils...

La Bretagne sera plongée dans un chaos étourdissant et certes merveilleux (pas longtemps !) qui fera ni plus ni moins que l'effet d'un bulldozer sur nos talus.

Certes il restera encore le mot Bretagne sur les cartes, mais gageons que son contenu, le peuple, aura perdu toute réalité et notre combat ne sera plus qu'un folklore.

Le destin de la Bretagne ne tiendra plus qu'à un fil dès que la première plate-forme sera posée en mer... Sans doute même sera-t-il trop tard.

En fait, il faut poser dès maintenant les conditions qui rendront acceptables pour la Bretagne l'exploitation de son pétrole, sinon...

Le mois prochain : Conditions d'exploitation et refus d'exploitation.

LE GOARNIC = PORTAL



CERNE PAR LES FORCES... DE L'ORDRE !

La vérité saute aux yeux. L'affaire Portal et l'affaire Le Goarnic sont jumelles. L'une est française, l'autre bretonne. C'est déjà une chance que nous n'ayons pas à enterrer Jean-Jacques Le Goarnic...

Pour ceux qui ont quelque animosité envers les Goarnic, nous espérons que le sens du combat commun et leur courage fera taire les rancunes. Car ce n'est pas le cas Le Goarnic qui doit être considéré ici, c'est le cas d'un citoyen breton en lutte contre une administration française suffisamment faible pour employer les moyens lâches, des méthodes de voyous aux petits mocassins. Quand un faussaire a le malheur d'être un petit truand à la tire, on le met en prison. S'il est au service du plus haut intérêt français, on baptisera le délit.

L'histoire commence avec l'affaire des pré-noms. On ricane un peu et puis un peu moins avec le temps quand on se représente la somme d'ennuis qui découle d'une telle situation. S'entêter pour une question de principe et d'honneur, il faut parfois avoir les dents bien accrochées dans la mâchoire !

Et récemment tout éclate, l'affaire du pont de Guilly, on arrête un Le Goarnic à tête de F.L.B., on ne va plus entendre parler de ces oiseaux. Nenni ! Ils administrent une des plus colossales claques au Gouvernement Français qu'il ait reçu depuis longtemps : les enfants rejetés par la France sont adoptés par l'Europe. Les plus hautes instances internationales en ont décidé ainsi : U.N.I.C.E.F., O.N.U., U.N.E.S.C.O., Cour Internationale de La Haye, Conseil de l'Europe, Commission européenne des droits de l'homme

Il faudrait être de très mauvaise volonté pour ne pas reconnaître dans ce geste unanime des organisations internationales, un véritable quitus à l'action des minorités.

Alors il faut en finir. Trop, c'est trop ; ce pouvoir qui joue la carte d'un establishment au carrefour des beaux quartiers ne souffre plus la Bretagne. Morvan, Puillandre, Le Goarnic ! Que signifie cette rébellion alors que les Basques font reparaitre leur journal et les Corses déposent en bureau de l'O.N.U.... Il suffit déjà que la poussière de colonies outre-mer rue dans les brancards ; que va-t-il se passer, si les colonies de l'intérieur s'organisent et tournent le pouvoir en ridicule ?

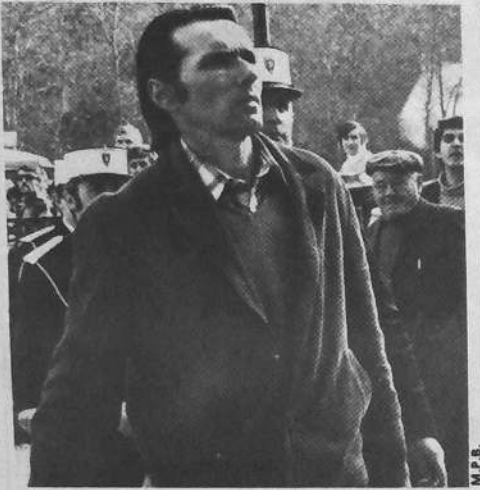
Les Bretons sont en train de redécouvrir au politique, une technique qu'ils avaient inauguré au militaire depuis longtemps avec les Basques : le harcèlement. La mode n'est pas au coup de fusil (Hum...) Elle l'est à une action quotidienne qui bat en brèche ce qui représente le pouvoir parisien sous toutes ses formes. Du combat à Citroën-Rennes à celui des Paysans-Travailleurs, de la révolte des marins à l'action juridique.

Sur ce, les Le Goarnic qui ont un sens involontaire du spectaculaire, administrent un soufflet de taille, prouvent qu'ils sont victimes de l'arbitraire juridique le plus mesquin, ridiculisent les fonctionnaires...

Il n'est pas douteux que les gendarmes qui ont arrêté Jean-Jacques n'avaient pas un seul instant l'intention de faire, ou de laisser couler le sang. L'affaire Le Goarnic qui ressemble comme une petite sœur à l'affaire Portal aurait aussitôt



UN ENFANT LE GOARNIC : OUBLIÉ PAR LA FRANCE



M.P.B.



M.P.B.

bondi à la première des journaux... Sans une goutte de sang, elle est quand même venue en « première ». Mais Le Goarnic en prison, on va pouvoir accélérer les travaux prévus. On peut à juste titre penser que l'histoire ne va pas s'arrêter là et que le « coupable » libéré n'acceptera pas le fait accompli. Alors que se passera-t-il ?

Il faut bien faire la morale de cet acte illégal. Si Le Goarnic n'obtient pas gain de cause alors que le droit français lui a donné raison et que seuls des fonctionnaires et des faussaires ont pu faire fonctionner l'appareil répressif, quiconque possèdera une terre sur laquelle il faudra faire passer une route ou tout autre vecteur « d'intérêt public » sera expulsé manu militari sans autre forme de procès. Allons même plus loin. L'affaire de Guern pourra se renouveler simplement parce qu'un individu possèdera un compte en banque plus important que celui de son voisin ou que sa surface sociale sera plus impressionnante.

Faisons un cocktail entre l'affaire de Guern, l'affaire de Portal et la plus belle, celle Le Goarnic nous verrons où mène le pouvoir exécutif français. Ni plus ni moins à l'acceptation du droit du plus fort et du bon plaisir. Qui va parler de démocratie désormais ? Qui peut s'en arroger le droit ?

Ceux qui utilisent les gendarmes pour soutenir les faussaires et la force contre le droit doivent s'attendre à récolter les fruits de leurs semences. « A moi la Bretagne » a crié Jean-Jacques Le Goarnic quand on l'arrêtait. Quand il sortira de prison, il risque fort de ne pas être seul sur le pont de Moëllan et que derrière le fusil de Kertalg, quelques centaines de poings... ■



M.P.B.

KAOU LIBRE !

Il est trop tôt encore pour juger du sens de la libération de Puillandre le 28 février. La vague de soutien au militant breton a-t-elle été une expérience suffisante pour le gouvernement français ? Il est vrai que ce soutien ne s'est jamais relâché. Et la meilleure preuve d'une victoire discrète mais réelle des militants et la quasi clandestinité dans laquelle Kaou a été libéré.

A n'en pas douter le pouvoir a fait son test, il est pour lui négatif. Si cette libération constitue une victoire contre la droite française, elle marque un regrettable échec pour la gauche de ce pays. Le premier secrétaire du P.S. n'a pas eu un geste pour Kaou, pas plus que pour les militants du Gari. Il faudra en tenir compte dans l'avenir.

Première impression du prisonnier libéré : les policiers sont persuadés que les anciens militants du M.O.B. sont à la base du F.L.B. actuel... Fantomas n'est pas loin.

A suivre de très près.

SANGUI...

L'ineffable Alexandre a proclamé en Corse que les autonomistes corses étaient réactionnaires, passeistes, ce en quoi il est parfaitement d'accord avec le P.C.F. En tout cas les militants C.F.D.T. de Corse partisans de l'autonomie ont été satisfaits d'apprendre qu'ils étaient des réactionnaires.



GOUJAL 75



**SOUTENEZ
COMBAT BRETON
Abonnez-vous !**

SAV : où va le parti ?



Le congrès du parti Breton Strollad ar vro aura lieu, cette année, les 5 et 6 avril au centre de Guerlédan.

Il devient trop facile de parler de tournant dans un congrès lorsqu'il est question de la vie d'un parti. Il serait plus juste de constater les étapes. Depuis Saint-Malo, la progression est nette tant dans l'action que dans l'identification qualitative des militants, dans la recherche d'une doctrine que dans la définition du rôle politique.

L'adhésion de nombreux militants de gauche après le congrès de Pontivy et récemment, l'engagement dans les luttes sociales, la volonté manifeste du parti de se définir dans un socialisme non autori-

taire moulé sur les réalités bretonnes doit faire de S.A.V. dans l'avenir une structure d'accueil efficace et un moteur ou un instrument de travail.

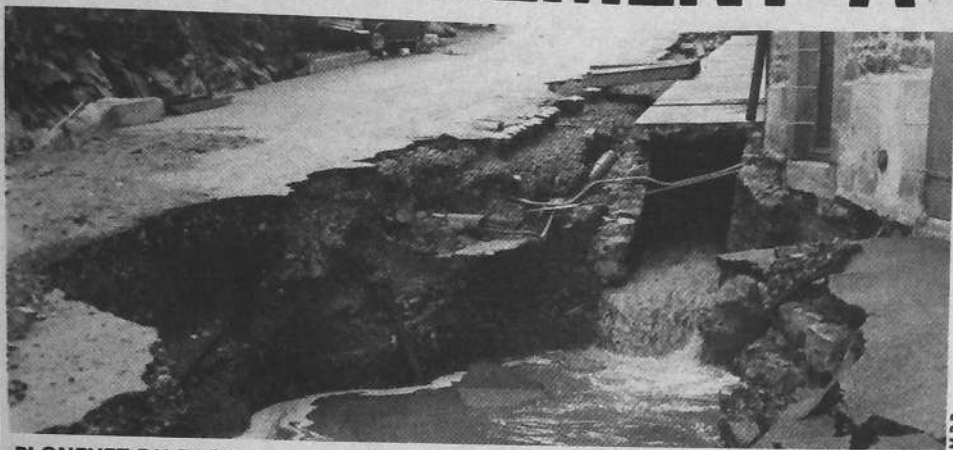
Il est bien évident que la parole reste aux militants et ce sera, dans ce prochain congrès, à eux de décider d'une ferme adolescence du parti ou d'une maintenance dans les recherches d'identité. Il n'est aucune illusion à se faire, le militant ne travaille pas dans de la matière inerte mais dans ce qui est le plus difficile à manier : l'homme. Il porte donc les responsabilités des évolutions politiques des prises de conscience, de l'action auprès des militants les plus activistes et donc les plus volontaristes qu'il faut savoir canaliser avec une certaine pondération.

Il est certain donc que ce congrès de Guerlédan va être décisif et particulièrement grave à l'heure où les mouvements bretons cherchent en commun la voie pour créer un parti de masse.

Nous savons déjà que deux listes seront en présence. La réflexion sera pourtant simple. Ce ne sont pas de simples idéologies et tout ce qu'elles comportent de vague ou de mouvements d'affection envers les individus qui devront décider.

Seule la froide pensée de l'action efficace et concrète pour les années à venir devrait être la motivation des militants du parti Breton S.A.V.

REMEMBREMENT A PLONEVEZ



PLONEVEZ-DU-FAOU : REMEMBREMENT ET MAUVAISE FOI !

Après Trebrivan et moult autres lieux, c'est Plonevez-du-Faou qui voit passer le remembrement avec la séquelle de bénéfices pour les uns, de destruction et de malheur pour les autres. Toujours les mêmes dans les deux cas.

Le 12 février dans la zone sud de Plonevez, une centaine de paysans se sont opposés au bulldozer du remembrement autoritaire. On dit même que les fusils étaient prêts...

90 % des agriculteurs de cette commune s'opposent désormais à ce remembrement, et demandent de recourir à la procédure des échanges à l'amiable.

On pourra objecter que seulement 80 recours ont été déposés au Tribunal administratif... Mais qui peut payer toujours les frais de justice ?

Le Syndicat de défense et de promotion de Plonevez-du-Faou a adressé au maire remembrement une lettre qui méritait la publication ci-jointe :

LETRE OUVERTE DU SYNDICAT DE DEFENSE ET PROMOTION PAYSANNE DE PLONEVEZ-DU-FAOU

à Monsieur le Maire de PLONEVEZ-DU-FAOU
PLONEVEZ-DU-FAOU, le 5 Février 1975

Monsieur le Maire,

Après la parution dans la presse du 21 au 25 janvier dernier de vos déclarations concernant le « remembrement » de notre commune, nous croyons de notre devoir d'y répondre par la mise au point suivante :

1) - Vous parlez de « parachutage » à propos de deux agriculteurs propriétaires adhérents de notre syndicat qui ont participé à notre dernière manifestation. Nous vous ferons d'abord observer que la distance qui sépare Braspart et Lopérec de Plonevez-du-Faou est suffisamment négligeable pour que ne puisse que sourire lorsque vous parlez de « parachutage ». Ou alors, quel terme pourrait-on employer pour désigner l'importation d'un cabinet de géomètre qui nous vient du département de l'Yonne pour toucher la plus grande partie de la subvention accordée par l'Etat pour les opérations en question ? Que dire également de l'ingénieur en chef du Génie Rural, venu du midi de la France dans notre département pour signer « pour le Directeur départemental de l'Agric-

culture et par ordre » les plans d'arasement des talus et de déplacement des chemins ?

2) - Vous dites que vous n'avez jamais promis de faire arrêter le remembrement. Aucun d'entre nous ne croit cependant que vous auriez été élu Maire de notre commune si vous n'aviez pas fait cette promesse.

D'autre part, vous dites que cet arrêt du remembrement n'est pas en votre pouvoir. Or, l'exemple de la commune de Spézél, où le remembrement a été arrêté après décision de la Commission départementale, démontre le contraire.

3) - Vous vous dites surpris de voir « à nos côtés » des exploitants ayant demandé et voté le remembrement en 1964. L'explication est pourtant si simple qu'à notre tour nous pourrions nous dire surpris de votre attitude à cet égard : on avait expliqué à ces agriculteurs que « remembrement » signifiait regroupement des terres pour tous dans le respect des droits de chacun. Ils l'ont cru de bonne foi, et se sont maintenant aperçus qu'ils avaient été trompés.

4) - Vous prétendez avoir agi de manière à ce que le remembrement fût établi sur une base d'« arrangements amiables ». En fait, vous vous êtes tout simplement contenté de laisser appliquer le plan établi par l'Administration, lequel plan ordonnait l'arasement de 420 kilomètres de talus et le déplacement d'un très grand nombre de chemins, ce qui entraîne de façon irréversible le démantèlement de nombreuses exploitations et la spoliation de nombreux agriculteurs au profit de toutes les parties prenantes.

Pour ce qui concerne en particulier les talus, nous devons remarquer que vous préférez parler des talus qui vont nous rester plutôt que ceux qui nous sont enlevés d'autorité. Que préconisez-vous pour les talus qui, sans figurer au plan d'arasement, ne correspondront plus à l'utilisation du nouveau parcellaire ? Faudra-t-il, comme dans tant d'autres communes, les arraser pour en rassembler les débris au milieu des parcelles : procédé qui représente l'avantage de permettre la culture, non plus A L'ABRI des talus, mais, pour être résolument moderne, AUTOUR des talus.

Nous savons que vous ne voulez quand même pas tout supprimer en fait de talus, vous nous garderez un kilomètre de talus pour quinze hectares ! Il faut bien quelques abris pour le maintien du gibier recherché par quelques petits chasseurs locaux, cependant que d'autres chasseurs plus favorisés ne trouvent de meilleures possibilités en Yougoslavie ou autres pays non « remembrés ».

Veillez agréer, M. le Maire, nos salutations distinguées.

Pour le Syndicat de Défense et Promotion Paysanne de PLONEVEZ-DU-FAOU,
Le Président :
J. BALPE.

Nous organisons votre prochain voyage en IRLANDE à l'occasion du

FESTIVAL INTERCELTIQUE DE KILLARNEY

10~18 mai 1975

renseignements et inscriptions

ESTREN voyages 24 rue de Brest 29220 LANDERNEAU
Tel: (98) 85 23 30-Licence 62013

LE KERDREUZ 8 bis place Duguesclin 22000 SAINT-BRIEUC
Tel: (96) 81 17 06-18 03-Licence A 763
Organisation technique Licence 763



ADMINISTRATION
18, rue Saint-Gouéno
Saint-Brieuc - 22000
Téléphone 33-74-29
N° Com. Paritaire 56-213
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jean Le Calvez
REDACTEUR EN CHEF
Walter Angus
SECRÉTAIRE DE REDACTION
Pierre Bernard
DESSIN
A. Goutal

PHOTO
Accords spéciaux avec l'Agence de Presse M.P.B.
CONCEPTION GRAPHIQUE ET PUBLICITE
Pierre Bernard
ABONNEMENTS
C.C.P. La Source 34 562 25
1 an, Bretagne et Europe : 30 F.
Etranger : 40 F.
Par avion, nous consulter
Mensuel édité par C.I.T.
Diffusé par les N.M.P.P.
Sté IMP. CARON-OZANNE

ALSACE

Un troisième journal d'informations parallèles, bi mensuel, va paraître en Alsace. « La Cigogne Plumée ».

Dans la bonne lignée de « Klapperstei » ce nouveau bi mensuel se promet de donner de nombreux coups de bec. Bon vol.



M.P.B./KORANTIN RED

SANS LEGENDE

CHIRAC ET L'ALSACE

Les commentaires de M. Chirac sur les langues de l'hexagone provoquent de nombreux remous. D'Alsace, un professeur d'histoire écrivait au « Monde » une lettre ouverte en rectifiant les propos erronés du premier ministre sur l'alsacien.

Il rappelait en outre que le Dr Schweitzer était un écrivain de dialecte alsacien, le dernier en date depuis Sébastien Brant, auteur de la très célèbre « Nef des fous ». Allusion ?

CORSE

Cependant que le Front Paysan Corse de Libération vient de revendiquer trois attentats, le Gouvernement Français vient d'envoyer dans l'île de Beauté un nouveau Missi Dominici, M. Libert Bou, qui semble mieux inspiré que les préfets coloniaux qui ont précédé. Jusqu'où va aller la recherche du dialogue ? Nul ne le sait. En tout cas, cet acte prouve une fois de plus que le fédéralisme risque fort, si l'on n'y prend garde, d'être vidé de son contenu et récupéré par la droite.

EUZKADI

Le journal « Enbata » est reparu. Après son interdiction par Marcellin qui s'était efforcé de confondre le journal et le mouvement pour couler le mode d'expression et son support, une assez longue période d'attente a laissé les animateurs dans l'expectative.

« Enbata » donc est reparti à l'assaut et parfaitement décidé de ne pas s'en laisser remonter.

FRANCE

M. Sauvagnargues vient de déclarer que la différence entre le socialisme polonais et le libéralisme français à préoccupations sociales n'est finalement pas gigantesque. Voilà qui devrait rassurer les Français et consoler les Polonais.

De son côté M. Chirac affirme la nécessité de maintenir la langue française à sa place afin qu'elle ne soit pas dévorée par l'anglais, tout en donnant un clin d'œil aux langues régionales et en promettant de ne pas oublier les cultures représentées par les immigrés dans l'hexagone.

Voilà un homme qui va avoir fort à faire avec son patron.



GRANDE-BRETAGNE

Les députés gallois et écossais ont demandé pour le prochain référendum sur la communauté européenne le décompte de leurs voix. L'affaire n'est pas si simple et les partis « nationaux » protestent, sachant qu'ils seront placés en contradiction par rapport à leurs électeurs.

Décidément, les actions des Écossais et Gallois n'ont pas fini de poser les problèmes et parfois sous le masque du Fair-Play anglais transparaît la peur d'une « dislocation » bien semblable à celles que nous avons coutume de voir en France ou en Espagne.

C'est ainsi, devant la sympathie croissante de certains courants français (mais oui !) pour les autonomistes du Nord, que le bulletin de l'ambassade de Grande-Bretagne en France s'est mis en devoir d'attaquer dur de ce côté.

L'éditorialiste s'empresse d'abord de jeter un petit côté ridicule sur l'action des nat's qualifiés « d'inconditionnellement celtes ». Ce qui ne signifie pas grand-chose, pour personne, sauf sans doute pour l'auteur de l'article.

Ensuite, on part sur un grand geste de style victorien : « ...La Grande-Bretagne qui subventionne l'économie écossaise depuis un demi-siècle... » en oubliant pudiquement de rappeler les pillages de l'économie écossaise, la récupération des terrains de chasse, les clearances, les interdictions de pêches, l'anéantissement des troupeaux, etc... Tout cela bien sûr pour le plus grand bien de l'Écosse.

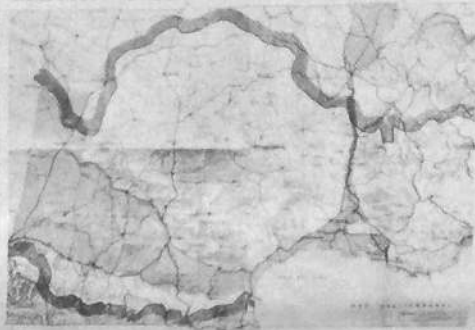
Enfin tout l'éditorial reflète le même ton où se mêlent, la mauvaise foi, l'hypocrisie feutrée, l'injure retenue, prouvant que MM. les Anglais supportent fort mal la contradiction.

OCCITANIE

Larzac toujours. Pour consoler sans doute les Cévenoles, une piste de 1.700 mètres a été construite sur l'aérodrome de Millau, mais pour satisfaire Ubu, la direction de la circulation aérienne militaire vient de rendre inutile cet aménagement pour aérodrome d'affaire, en restreignant la réglementation de vol au-dessus du camp militaire.

Dans le prolongement, la fédération du P.C.F. de l'Aveyron se retire du Gomité Millavois de défense du Larzac, en raison des « positions irresponsables de ce dernier... ».

CARTA DELS PAISES OCCITAN



La FACO (Fédération Anarchiste Communiste d'Occitania), dans le dernier numéro d'« Occltania Libertaria », s'attaque une fois de plus au soi-disant « universalisme » de certains anarchistes, atteints en cela par la maladie de la gauche classique.

En effet, « L'Internationale des Fédérations Anarchistes » constituée à Carrare en 1968, exprime une nette tendance à reconnaître la représentation étatique des Fédérations. Ce qui, pour les libertaires, est le comble du paradoxe. La FACO s'était déjà dressée durement contre ces principes et déclare atteindre désormais le point de non-retour : « L'irréversibilité du processus révolutionnaire engagé en Occitania reléguera les tenants de l'idéologie française, qu'ils soient anarchistes ou pas, dans les cryptes de l'histoire, rien ne peut arrêter notre combat ».

Dans un courrier, la FACO, fait remarquer que les nations basques, occitanes ou bretonnes, ne sont pas représentées dans l'I.F.A.

La conclusion pourrait tomber avec ce rappel des idées fédéralistes anarchistes :

« Bakounine a toujours défini le fédéralisme libéral SUR LES BASES REELLES DE L'EXISTENCE DES PEUPLES et non sur celle des Etats... ».

SAVOIE

Le Mouvement Savoisien, à propos des multiples réformes promises dans l'armée communale :

Pourquoi chez nous en Savoie, honorer que les Anciens combattants des armées françaises ?

Aurait-on honte de nos soldats savoyards qui le 17 juillet 1747 au Col de l'Assiette, battirent les Franco-Espagnols commandés par le maréchal de Belle Isle (4.000 morts). Cette éclatante victoire mit fin à quatre ans d'occupation de la Savoie. Conclusion : Traité d'Aix-la-Chapelle du 18 octobre 1748.

Cette bataille est restée un modèle de l'art militaire de haute montagne. Les soldats : sardes, niçois, piémontais, valdotains, autrichiens et savoyards furent reçus en libérateurs. Comme en 1814 et 1944.

Chez nous en Savoie, nous demandons pour nos soldats que nos monuments aux morts en portent mémoire. La fierté savoyarde, ça existe.

LES KURDES AU COMBAT

III. - STRUCTURES POLITIQUES

Les Kurdes font partie du folklore de quelques fabricants de copies en mal de sensation. Braves guérilleros... Il a fallu l'examen un peu plus précis de responsables politiques et de journalistes plus sérieux pour prendre la mesure de cette authentique révolution.

Dans notre précédent numéro, nous faisons un survol rapide des réalisations du P.D.K. : un parti omnipotent et souple qui cherche sans cesse à s'articuler sur la vie populaire sans jamais la contraindre, expression profonde du peuple Kurde.

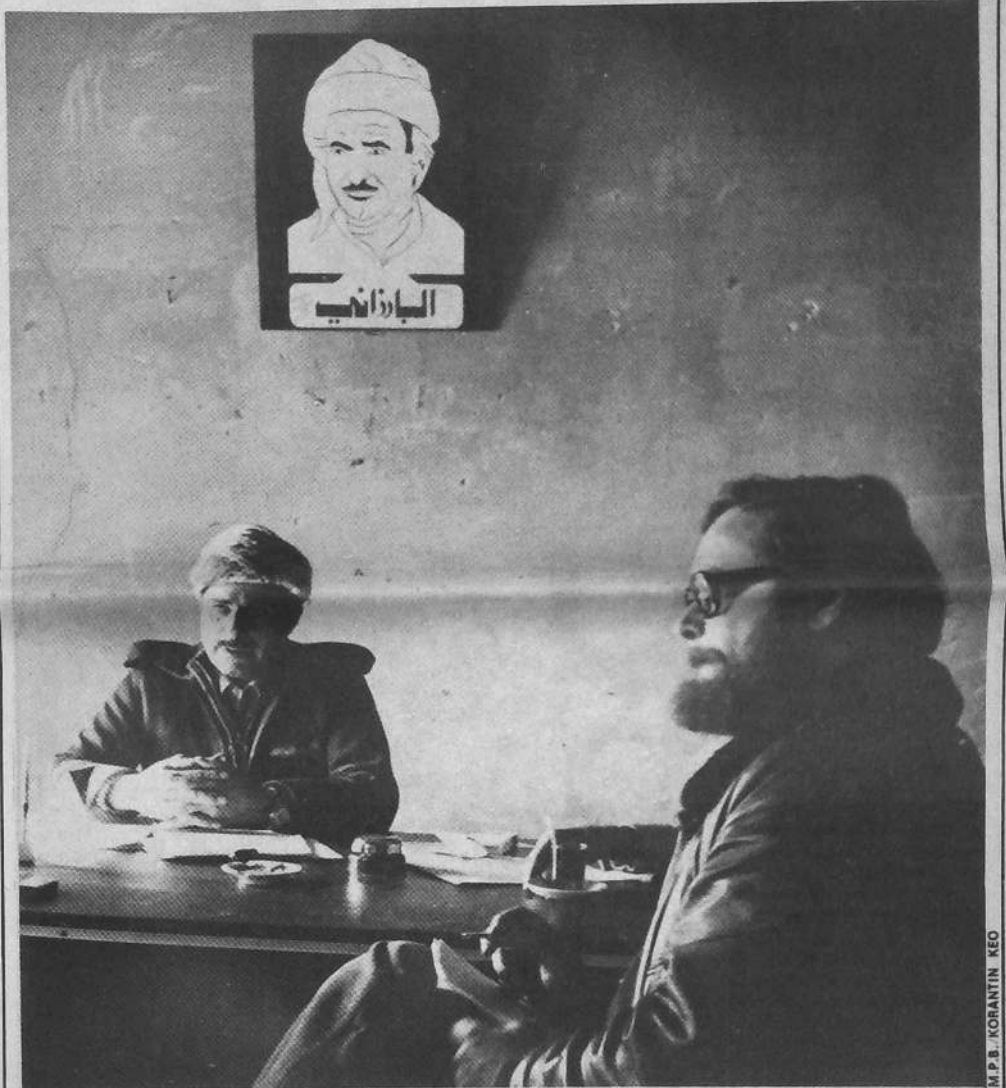
Le P.D.K. a son école de cadre ; perchée sur une colline, le bâtiment en dur était déjà une ancienne école avant la reprise des hostilités. Autour du thé bouillant et d'un poêle réconfortant, le Dr Hussein, directeur de l'école des Cadres du Parti (Docteur en histoire, il était professeur à Suleymaniyé), nous cite quelques-unes des quatorze matières étudiées : les différents concepts d'autonomie, la langue kurde, les révolutions dans le monde, histoire de la révolution Kurde, le programme du parti, les définitions politiques, la géographie du Kurdistan, etc...

L'école créée en 1969 a accueilli trois cents cadres qui ont été formés par onze professeurs durant des stages de trois mois, de août à octobre, selon des programmes fixés par le bureau politique du parti. Le geste lent, précis, le Dr Hussein cerne les problèmes de son école par courtes phrases, nettes et sans emphase. Les révolutions étudiées ? Toutes depuis deux siècles jusqu'à Cromwell ! L'histoire de la Commune de Paris et les causes de la Révolution de 1789 sont profondément déterminées ainsi que toutes les révolutions de type nationalitaire, avec une préférence pour l'Irlande !

En face, de l'autre côté de la route Hamilton, siège l'Union des Etudiants Kurdes. Un bosquet, des tables en fer sous des tentes kakis, le pistolet à la ceinture, le Kalachnikov contre un piquet... Une vision de l'étudiant en lutte peu ordinaire. Adil Mourad, l'actuel président de l'U.E.K., ex-chimiste, tient en main une organisation difficile. Il a fallu adapter une organisation syndicale étudiante à une réalité de guerre, sans trahir la fonction universitaire de l'Union.

— As-tu pensé à créer une organisation spéciale pour soutenir les pesch mergas ?

— En fait, oui ! Par exemple, beaucoup d'étudiants combattent sur les fronts. Mais nous avons pensé en constatant que les maths étaient souvent matière inconnue chez nous, à former des pesch mergas pour l'artillerie. Or, depuis la création par l'U.E.K. de cette école spéciale, nous avons formé cinq cents artilleurs ! (sic !). Par ailleurs, bien sûr, nous avons essayé de reformer des universités... Tu connais le destin de Galah Diza... (134 morts civils dont une majorité d'étudiants. Bombardement sur un objectif ne comprenant aucun objectif militaire). Ensuite, ce fut Galala... Quarante-cinq morts ! Nous avons renoncé. Désormais, nous établissons un roulement avec les étudiants kurdes en Europe. La réaction serait trop contente de voir chuter le niveau intellectuel de notre peuple.



LE PROFESSEUR HUSSEIN ET NOTRE REDACTEUR EN CHEF

— Quels sont vos rapports avec les autres organisations étudiantes dans le monde ?

— Nous avons de bonnes relations avec les Etudiants des pays arabes : Palestine, Egypte, Sud Yémen, avec les pays du Maghreb...

A signaler que l'U.E.K. n'est pas nécessairement liée au P.D.K. et pour les amateurs de chiffres : 1.500 professeurs sont passés au Kurdistan libéré et 14.000 Etudiants ! Sans Université...

Cette indépendance de l'Union des Etudiants nous ouvre la porte de l'échiquier politique irakien qui ne manque pas d'intérêt.

A Bagdad, il y a bien sûr le Baas, théoriquement socialiste, mais caricature larvée du fascisme. A ses côtés, voisin gêné et contraint, le Parti communiste irakien d'obédience soviétique (dont les militants furent longtemps et même aujourd'hui, bien contents de se réfugier en démocratie kurde) entérine les pendaisons et les tortures subies par ses propres militants ou des responsables syndicalistes.

A l'intérieur même du Baas, une formation clandestine, le « Regroupement Patriotique Irakien », combat pour renverser le régime actuel qui a, selon lui, trahi les objectifs socialistes de l'origine et publie sous le manteau « la voix du peuple ». Le Parti Démocratique National de type centre gauche est également clandestin. Enfin, le Parti Communiste - commandement Central est réfugié au Kurdistan.

Nous avons rencontré l'un des responsables dans les locaux alloués au parti par l'U.E.K. On comprendra que nous n'indiquions pas le lieu. La journée aurait été belle si les Tupolev n'avaient pas entrepris un bombardement aussi ordinaire que le fascisme du même nom. Les bombes tombaient pourtant assez loin et nous ayons l'impression à chaque impact de discourir sur un bateau atteint de roulis. C'est désagréable et trouble la réflexion... Dien merci, le thé n'était pas renversé ! Le Parti Communiste Irakien a été créé en 1934 par Rafid Fahed, alias Suleiman Youssif.



LE LOCAL DU PARTI COMMUNISTE
COMMANDEMENT CENTRAL AU KURDISTAN

Ce dernier dont la photo trône à côté de Marx et Mao a été pendu par le régime fantoche de Noori Saïd en 1949. Le 17 septembre 1967, ceux qui devaient fonder le Parti communiste - Commandement Central rompent avec le P.C.I. : c'est « L'acte de Purification ».

« Ces gens étaient trop liés à Moscou », nous raconte le camarade. « Ils trahissaient tous les idéaux du Marxisme léninisme y compris le droit des peuples, à commencer par ceux du peuple Kurde ».

Intellectuel mais combattant, le camarade du P.C.-C.C. mêle un langage de lucidité et de réalité doctrinale :

« Vois-tu, nous croyons comme Mao l'a dit que, dans notre cas, la liberté est au bout du fusil. Le P.C. lié au Baas avec deux ministres, fait une mauvaise guerre et si leur direction est importante, leurs troupes ne les suivent plus ! Certes, comme tu le dis, ils sont dangereux pour l'avenir du socialisme en Irak et dans les pays arabes, mais quand le Baas tombera, ils tomberont avec et ce sera à nous de travailler... »

— Quel est votre objectif immédiat ?

— D'abord rétablir la démocratie ! Démolir le Baas. S'il y a négociation, nous ne ferons aucune concession, ni sur le pétrole, ni sur les territoires occupés.

— Vos rapports avec le P.D.K. ?

— Nous avons fait une alliance tactique solide, d'autant plus que nous sommes entièrement d'accord sur la réforme agraire.

— Et la lutte de Classes ?

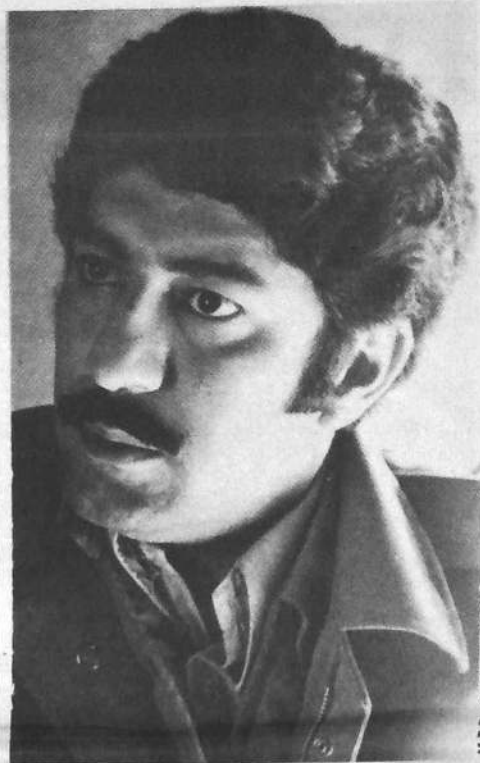
— Elle ne cesse jamais tu sais... Et pour l'instant, c'est la lutte d'un peuple pauvre contre le fascisme ; c'est donc d'abord une lutte de libération nationale...

Encore une fois nous avons refait le monde à la lumière d'un socialisme éprouvé dans les luttes... Et quelles luttes ! Au moment de nous séparer, sur le seuil, deux gamins levaient le poing. Le TU 22 projetait sa silhouette mortelle dans le ciel, nous montions dans la land rover après un ultime adieu aux camarades du P.C.-C.C. Dans le fracas des éclatements, nous entendimes le responsable nous crier en désignant le ciel avec un sourire triste : « La lutte des classes, Camarade ! »

Les bombes tombaient sur la montagne, la voiture démarrait.

Walter ANGUS.

LE MOIS PROCHAIN : L'UNION DES FEMMES, LES CHRETIENS, LES REFUGIES, L'ESPOIR DE DEMOCRATIE.



ADIL MOURAD

UN AVION IRAKIEN DETOURNE

Pour la première fois, un avion irakien a été détourné par des pirates de l'air kurdes. Ce geste peut étonner quand on connaît les strictes consignes du Parti Démocratique du Kurdistan dans ce domaine. On s'étonne moins quand on connaît le degré de misère et de désespoir de certains réfugiés.

ALGERIE

Après les accords passés avec le Gouvernement Boumedienne par MM. Poniatowski et Dijoud, les immigrés Algériens qui voudront la naturalisation française ou une simple intégration le pourront.

Les ministres français se sont engagés à prendre toute mesure pour protéger l'identité, la langue et la culture des concernés.

GUYANE

Sept des militants autonomistes guyanais arrêtés avant Noël ont été relâchés.

L'accueil qui leur a été fait à l'aérodrome de Cayenne peut facilement être qualifié de triomphal. Un seul reste incarcéré, comme otage sans doute à l'exemple de Puillandre.

MEXIQUE

Le Président de la République Mexicaine vient de signer un décret donnant aux Indiens Seris, descendants des Apaches « Nord-Américains », une île dans le golfe de Californie. Le décret donne en outre des droits de pêche exclusifs aux Indiens.

L'île Tiburon leur avait été accordée en 1848, mais l'accord n'avait jamais été respecté. Ils ne sont plus que cinq cents.

ATOMES EN VRAC

De nos jours, la forme d'énergie utilisable c'est l'électricité. Nous n'en sommes pas au moteur atomique de poche, utilisé directement dans les usines ! Or l'électricité est faite pour être transportée. Elle circule dans un réseau, certaines centrales alimentant certains secteurs à une certaine heure, puis d'autres à une autre heure, en fonction des besoins variables. Une centrale, c'est un peu une gare de triage. Croire que l'implantation d'une centrale va favoriser le développement des industries à proximité me paraît bien naïf : la centrale constituant un excellent objectif militaire, il serait insensé d'installer tout autour des usines alors que l'énergie peut être transportée. La centrale détruite (nous pouvons frémir à la pensée des conséquences) les usines qu'elle alimentait pourraient continuer à fonctionner avec l'énergie fournie par les autres centrales... à condition bien sûr que ces usines n'aient pas été détruites elles-mêmes. C'est pourtant ce qui arriverait inévitablement si elles se trouvaient à proximité. Aucun « aménageur du territoire » n'oserait commettre une telle bévue. Ce n'est donc pas sans raison que l'on peut parler de désertification, car le développement des régions où seront installées les centrales nucléaires est par le fait même compromis. C'est pour cela que nombre des sites choisis l'ont été dans des régions à densité de population très faible. Or, chez nous, Ingrandes menacerait Angers et Nantes, et de surcroît toute la basse-Loire, notamment en ce qui concerne la pollution thermique, qui s'ajouterait à celle de Corsept. Cette dernière quant à elle menacerait Nantes encore et l'agglomération de La Baule, Saint-Nazaire, Saint-Brévin, Paimboeuf. Tout cela représente pas mal de monde.

Mais un autre aspect de la question ne doit pas être oublié : les centrales nucléaires sont faites pour durer une vingtaine d'années. Ces vingt ans passés, ce foyer de pollution qui se détériore peu à peu sera toujours là. On n'engagera pas des frais pour les entretenir à titre de monuments historiques, une fois qu'elles seront devenues improductives. Vingt ans, c'est, nous assure-t-on, le délai suffisant par ailleurs pour « assurer la soudure » en attendant la mise au

point d'autres moyens de production d'énergie (solaire, etc...) dont un récent article paru dans la presse régionale nous a donné un aperçu. Le pétrole breton n'est-il pas suffisant pour vingt ans ? tout au moins pour assurer notre propre consommation. En effet, en dehors du Pays Nantais, nous sommes sous-industrialisés. Nous avons vu que centrale nucléaire = frein au développement industriel de la région. On peut à juste titre se demander dès lors si ajouter Ingrandes, Corsept et Erdevin à Brennilis, ce n'est pas condamner notre région à un taux de développement nul, tout en s'en servant comme source d'énergie pour d'autres régions auxquelles sont réservées les faveurs de Paris (à commencer par Paris lui-même). Cela porte un nom : exploitation de type colonial...

Encore une fois, freiner notre développement industriel est inadmissible dans notre région à forte densité de population. C'est une condamnation à l'exil et certains parlent d'organisation de la déportation de notre population. Les faits vont-ils justifier ces paroles extrêmes ?

Pour en revenir au chapitre de la pollution, certes, le pétrole pollue. Mais la pollution nucléaire n'est-elle pas bien davantage à craindre ? Nous ne reviendrons pas sur ce sujet, puisque nous en avons déjà parlé, mais en ce qui concerne le pétrole, on peut tout de même dire que les moyens techniques pour réduire cette pollution existent. Ils n'ont guère été utilisés jusque-là, d'une part comme conséquence de l'ignorance des problèmes (la sensibilisation au problème de l'équilibre écologique est toute récente), d'autre part, du fait qu'ils ne sont bien entendu pas gratuits, et que les responsables, sauf exception, ne les utiliseront, donc engageront des frais supplémentaires, que contraints et forcés par une législation actuellement inexistante ou inappliquée. Un bon exemple est celui de la Grande-Bretagne : un certain nombre de mesures ont été prises qui ont suffi pour voir revenir dans la Tamise plusieurs dizaines d'espèces de poissons qui en avaient disparu. Est-on actuellement en mesure d'en faire autant pour supprimer l'irradiation et l'élévation de température, conséquences des centrales nucléaires ? La réponse est non.

"CETTE HAUSSE DE LA TEMPERATURE ACCELERE LES PHENOMÈNES DE DEGRADATION DE LA MATIÈRE ORGANIQUE" (O.F. 1/71/75)

"UNE CENTRALE NUCLEAIRE DEVERSE 50.000 LITRES D'EAU CHAUDE CHAQUE SECONDE" (O.F. 7/1/75)



GOUTAL 75

REPUBLIQUE FRANÇAISE
 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

Le 25 Novembre 1974

PROCÉDURE DE CONSULTATION PREVUE
 POUR LE CHOIX DES SITES DE CENTRALES NUCLEAIRES

Pour faire face à l'augmentation des prix du pétrole, le Gouvernement a décidé d'engager la réalisation d'un programme important de centrales nucléaires qui permettra de réduire notre dépendance énergétique et d'abaisser le coût de l'énergie consommée en France.

La réussite de ce programme exige qu'il recueille l'adhésion de tous, et notamment des élus locaux.

Aussi, le Gouvernement a-t-il décidé de procéder dorénavant à une large consultation avec les élus locaux au niveau des régions pour le choix des sites de centrales nucléaires, avant que n'intervienne le dépôt de demandes de déclaration d'utilité publique.

L'ensemble des opérations de consultation régionale et d'information du public sera mené selon les directives du Ministre de l'Industrie et de la Recherche.

Cette consultation devrait aboutir, d'ici la fin de l'été 1975, à la désignation des sites nucléaires pour faire face à nos besoins d'énergie électrique des prochaines années (horizon 1985). Cet examen régional permettra également de réserver dans les documents d'urbanisme les emplacements qui se présenteraient favorablement pour des réalisations ultérieures.

Enfin, la consultation régionale facilitera la bonne réalisation des chantiers déjà engagés et de ceux qui, faisant partie de nos programmes de déclaration d'utilité publique, devraient être ouverts à l'été 1976.

Un groupe de travail rassemblant des experts de tous les ministères intéressés a été institué dans ce but par la Délibération n° 1 de l'Assemblée du Territoire.

Ce groupe a déterminé une liste de sites envisageables pour la couverture de nos besoins à l'horizon 1985, pour être soumis à l'examen des élus locaux.

Dans ce cadre et en accord avec le Ministre d'Etat Ministre de l'Industrie, le Ministre de l'Industrie et de la Recherche a demandé aux Préfets des régions intéressées par les projets d'implantation des centrales nucléaires de saisir le plus tôt possible les Assemblées qui seront constituées de ses problèmes à la Commission régionale, le Comité économique et social et, principalement dans les cas où les projets envisagés s'intéressent qu'un département, les Assemblées départementales.

Si les Assemblées estiment opportun de confier l'examen du dossier à des commissions, celles-ci devront se réunir au moins une fois avant la fin de la présente année. Au cours de cette procédure, il est également souhaitable de consulter le Comité du Bassin intéressé.

Par ailleurs, les Préfets de régions pourront, pendant toute la durée de l'instruction du dossier, s'assurer que les conseils d'un groupe d'experts pouvant comprendre, notamment, un membre de la Mission régionale, l'Ingénieur en chef chargé de la circumscription électrique, le Chef du Service régional de l'équipement, ainsi que les chefs de services compétents en matière de sûreté, de santé, de protection civile, d'environnement

Les Préfets de régions pourront également avoir recours à des experts des administrations centrales des différents ministères concernés par ces problèmes et qui seront à la disposition des autorités locales pour leur apporter tous les éléments d'information nécessaires.

En ce qui concerne l'information sur ces problèmes, il faut rendre hommage en général à la presse locale et régionale, qui publie régulièrement les communiqués qui lui sont fournis par les Associations de défense. Il faut toutefois signaler que les Pouvoirs publics ne font pas preuve de la même honnêteté : c'est tout récemment que le Préfet du Morbihan a interdit la venue d'un spécialiste invité par la population, qui devait apporter la contradiction dans une réunion organisée par les Pouvoirs publics. Les citoyens d'Erdevin manquant bien sûr de formation pour assurer eux-mêmes la contradiction, une telle réunion ne pouvait être qu'une information à sens unique. Si l'on craint à ce point la contradiction, n'est-ce pas le signe que l'on n'est pas si sûr du bien-fondé de sa position ? Le doute, pour le moins, reste permis !

Les livres LES DISQUES

L'OBEISSANCE N'EST PLUS UNE VERTU

(Editions Champ du Possible : 4, rue Cretet, 75009 Paris).

Lorenzo Milani était prêtre et se faisait une très haute idée de sa fonction. Prêtre des faubourgs dans une ville ouvrière d'Italie, il fut le serviteur des pauvres. Exilé, dans une région de montagne comme directeur d'une école pour les enfants d'une population particulièrement déshéritée, il ne comprit jamais pourquoi le facteur ne montait jamais le courrier à son village, mais pourquoi le gendarme faisait l'effort de porter à domicile les feuilles de mobilisation.

Don Lorenzo est mort à trente ans. Ce petit livre est le récit de son procès contre des aumôniers militaires fascistes et son argumentation contre le militarisme. Un petit livre sain et lumineux qui donne aux chrétiens de gauche une argumentation irremplaçable pour leur lutte contre l'armée.

LES CELTES

ET LA CIVILISATION CELTIQUE

par Henri Hubert, Editions Albin Michel.

Cet ouvrage paru pour la première fois en 1932 était devenu particulièrement difficile à trouver sinon impossible. Les Editions Albin Michel le publient de nouveau dans une formule d'accès financièrement facile et maniable.

D'un intérêt capital, remarquablement construit sur une documentation de valeur, il constitue un nécessaire complément à la réédition du livre d'Albert Grenier « Les Gaulois » chez Payot dans une collection semblable.



LE BIDONVILLE SUSPENDU

Poèmes de Claude LE BIHAN

Un petit disque cruel à l'humour caustique qui, certes, ne concerne pas la Bretagne mais émane d'un poète breton populaire dont il faut attendre beaucoup dans l'avenir. Une critique féroce, une vision implacable de la société.
45 tours Unidisc EX 45 542.

BRETAGNE... Terre des poètes

Ces poèmes dits par Yves Philippe, dont le talent empêche ce type de production de tomber dans l'ennui « litéromanique », ont été choisis de manière à équilibrer les sources gallo et bretonnantes, même si ce sont les textes en langue française qui prédominent.
33 tours Unidisc UD 30 1253.

Jacques BRENGUES :

« VOLTAIRE PRÉFACIER DE BÉCASSINE ? »

Autour d'une table, une dizaine d'hommes très sérieux discutent longuement du nom qui va être attribué au nouveau lycée de Dinan dans le lieu dit de « La Fontaine des Eaux ». On cherche beaucoup quand un proviseur de lycée lance tout simplement : « Et si l'on donnait à ce lycée le nom d'un enfant du pays ? ». Venant de la part d'un prof de lettres françaises, originaire de l'Occitanie, la proposition ne manque pas de sel. On sourit, mais on écoute. « Charles Duclos ! » propose Jacques Brengues l'occitan (aujourd'hui professeur à l'Université de Haute-Bretagne à Rennes). Tollé général. Quoi, ce libertin ? Jamais !

« Quand je suis venu en Bretagne », raconte Jacques Brengues, fils de l'Hérault, mais élevé à Paris, « je portais en moi tous les préjugés. J'ai alors découvert non pas un pays où il pleut toujours selon le cliché, sale, peuplé de poètes irréalistes, mais une terre propre, souriante, fleurie, un peuple précis, solide, attentif, travailleur... ».

Le sérieux des Bretons devait faire découvrir au jeune professeur une Bretagne authentique qui lui donna envie de plonger dans ses textes. Mais comme notre homme est un passionné du XVIII^e siècle, il entreprend donc de fouiller le XVIII^e siècle littéraire breton, prétendument un désert.

Il commence par découvrir Charles Duclos, natif de Dinan, célèbre franc-maçon et rationaliste convaincu. Ce n'est pas le seul, et en continuant dans le temps et l'espace, ses recherches, Brengues réalise l'existence d'un très fort courant breton rationaliste qui va de Eon de l'Etoile jusqu'à Bienvenue.

« Le XVIII^e siècle, c'est l'époque de la crise de la conscience européenne. Des foules de littérateurs d'avant-garde se lèvent en Bretagne : Maupertuis, Desfontaines-Maillard, Fréron, La Mairie Maréchal, etc. Ils ne sont pas moins importants que les encyclopédistes parisiens.
— Alors pourquoi cet oubli ?

— Ce n'est pas un oubli c'est une destruction volontaire ! On assiste à une offensive de l'intelligentsia parisienne sous la conduite de Voltaire. Ce dernier se moque de l'accent breton et « L'ingénu » n'est rien d'autre qu'une bécassinade. Lui et ses amis vont tout faire et parvenir à tuer le courant rationaliste breton. Le courant pré-révolutionnaire, puis révolutionnaire en sera étouffé.

On assiste donc à une véritable croisade de la philosophie parisienne contre le progressisme régional. L'anthropocentrisme l'emportant, s'allie avec la réaction pour « refuser le visage de l'autre ».

« Ce n'est rien d'autre qu'un procédé fasciste », précise Brengues, attaquer sur les seuls aspects extérieurs d'un personnage : sabots, accent, etc... en évitant soigneusement le fond du problème.

La conséquence d'un tel sabotage est simple. Le courant progressiste breton brisé, le romantisme européen va certes redécouvrir la Bretagne mais sous la forme d'un cycle Arthurien déformé et christianisé par Chrétien de Troyes et Wolfram d'Eschenbach. Où est le peuple breton là dedans. La version païenne profondément populaire a été gommée. En un mot comme en cent, le travail néfaste des « progressistes » parisiens du XVIII^e siècle a ouvert la porte d'un courant droitier en Bretagne. Il aura fallu près de deux siècles pour retrouver le sentier.

Chercheur en littérature, Jacques Brengues l'est aussi en histoire. Il figure assez bien ce vrai sens de « L'honnête homme » de ce XVIII^e siècle qu'il affectionne. Solide de carrure et d'esprit, il fait rapidement oublier avec de belles figures comme Per Denez, la fatigante caricature de l'universitaire, encore trop souvent d'actualité. Et l'on se prend à rêver de voir « L'Education nationale » réformée par des gens de son espèce accompagnés de Person, Denez et autre Laffont...

— L'histoire de la Franc-Maçonnerie bretonne vous a également réservé des surprises !

— En effet, l'existence en Bretagne d'une double vie maçonnique est nette. Celle du bois prolétarienne, celle plus aristocratique de la pierre qui l'a en fait emporté. Le cas est précis à Dinan. Il le fut aussi à Châtelaudren. Face à la volonté centralisatrice de la maçonnerie néo-allemande qui siège à Paris et en Europe (1770), la maçonnerie briochine réagit vigoureusement et se tourne vers l'Angleterre. On peut trouver trace d'une volonté de créer un rite nouveau de type régionaliste dans le rite du « Grand Alexandre de la Confiance ». L'attitude équivoque du Duc d'Aiguillon fera avorter l'affaire.

Mais peut-être que ce rituel du bois n'est pas perdu pour tout le monde, si naturellement breton pour un pays de forêts et d'agriculture, il pourrait être récupéré par les Maçonneries africaines à la recherche de leur identité. Il est sans doute symptomatique de voir le Grand Orient organiser prochainement un colloque sur la forêt où les technocrates de l'Office National des Forêts, mis en place pour faire sauter l'ancienne et efficace (pour une fois !) administration des « Eaux et Forêts », risquent fort de ne pas sortir blanchis.

Résumons-nous sur une leçon d'histoire. Nous constaterons l'existence d'un fabuleux terrain de recherche : le XVIII^e siècle breton tant décrié, raciné de luttes oubliées, démolit pour le seul plaisir et l'orgueil de quelques-uns au service d'une certaine conception de l'intelligence. Et là, il n'est même plus question de politique mais de bien plus grave ; c'est un problème de civilisation.

Walter ANGUS.

Bibliographie de Jacques Brengues

- La Franc-Maçonnerie du bois (Editions du Prisme, 17, rue Saint-Marc, 75002 Paris).
- Charles Duclos ou l'obsession de la vertu (Presses Universitaires de Bretagne).
- Correspondance de Charles Duclos (Presses Universitaires de Bretagne)



LE JOURNAL DE BILZ

par pierre bernard

PREFET...HORS CADRE.



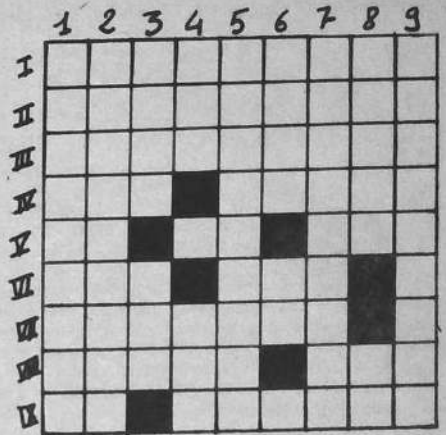
RADIO-T.V.

Kaou est libéré. Pour annoncer sa sortie, le speaker de T.F. 1 a commenté le 2 mars, à 12 h 30 : « l'auteur de l'attentat de Brest... ». Mauvaise foi ? Stupidité ? Parti pris ?

mots croisés

N° 3

PAR BERNARD PAUTREMAT



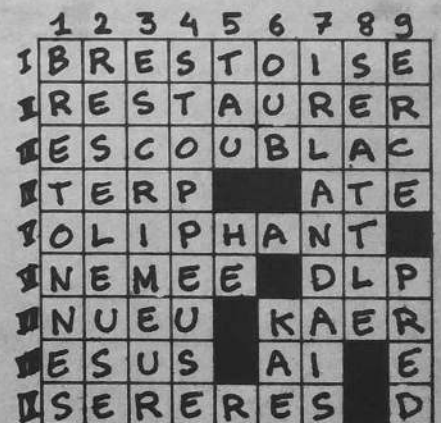
HORIZONTALEMENT

I. En Bretagne, sont pour les uns souffrances, pour les autres de substantiels trafics. — II. Pour l'avoir trop été, Dahud n'eut droit de cité. — III. Adjectif qui risque malheureusement de connaître la vogue d'Erdeven à Corsept. — IV. Serpente dans les landes de Lanvaux. Fis le postier (de droite à gauche). — V. Menace ou encouragement. Adj. interrogatif breton. Sudiste connu. — VI. Port d'Ecosse. Changea de veste. — VII. Fil breton. — VIII. Ville belge devenue autrichienne, puis française, prussienne et rebelle ! Chapeau breton. — IX. Phon. Est utile. Le Whig doit beaucoup à cet écrivain irlandais.

VERTICALEMENT

1. Les chiens n'aboient plus, elles passent... l'été. — 2. Entretien des parcs. — 3. Encore une ville, polonaise, après avoir été russe et allemande ! Sans tache de bas en haut. — 4. Les trois premières lettres de ce peintre mort à La Baule en 1940 ? Leur coup est parfois décisif. — 5. Grâce aux technocrates parisiens, est devenu courant dans nos bocages. — 6. Défaite prussienne. Article breton. — 7. D'après le Larousse, est d'un rouge éclatant... Chez nous s'adresse plutôt au jaune ! — 8. C'est ainsi que les indigènes nomment l'ésérine. Début d'Oligarchie. — 9. C'est grâce à lui que le seigneur se faisait du blé.

SOLUTION DU PROBLEME N° 2



ATOMES EN VRAC

Le 4 février, un camion transportant des déchets radioactifs, a un accident sur la N 113 entre Pézenas et Béziers... De l'uranate de soude se répand sur la route. C'est un matériau peu dangereux paraît-il...

Quatre cents scientifiques, spécialistes de l'atome, viennent de se prononcer contre les projets de construction de centrales.

Le Conseil municipal de Guimaëc s'est déclaré à l'unanimité contre la construction de centrales nucléaires.

Le P.C.F. vient de se prononcer en faveur des centrales nucléaires sous la plume de Joë Metzger dans « L'Humanité » du 11 février :

« Le parti communiste est favorable à l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire, parce qu'il est sans défaillance, pour le progrès, et que l'atome peut prendre dès maintenant une place intéressante dans notre pays, dans les techniques de production d'énergie ».

Le Massachusetts Institute of Technology vient de publier une étude démontrant que les centrales nucléaires ne seraient pas d'une rentabilité suffisante par rapport au charbon.

Dans les Pyrénées-Orientales à Odeillo, le C.N.R.S. vient de mettre à l'étude une centrale à énergie solaire, peu coûteuse et non polluante.

ACTE

Une nouvelle revue : « Acte ». Elle se veut à tendance « régionaliste », présente bien, bonne maquette, contenu agréable où les dossiers se marient agréablement. Une ombre : un dossier sur Stivell sous la plume d'un certain Cannet. Un dossier curieux où les membres du F.L.B. sont traités d'hitlériens, et les mouvements bretons d'équivoques. Là dessus un éloge discret du P.C.F.... L'auteur de cet article devrait réfléchir...

LE BRETON ASSIMIL

Désormais Assimil se préoccupe des langues minoritaires. Il y a un an sortait le « Corse sans peine, c'est maintenant le « Breton sans peine » réalisé par Fanch Morvannou de la Faculté de Brest qui doit voir le jour dans le courant de l'année.

JOBERT UBER ALLES !

Big Jobert dont on vient d'avoir la visite dernièrement à Rennes, prône désormais une armée de métier. Certains plaisantins suggèrent de rassembler les partisans de cette méthode pour déterminer le degré de militarisation mentale de la France.

PROVOCATIONS

On parle beaucoup de provocation en ce moment en Centre Bretagne. Certains « brouillons » à la recherche d'alliance étrange et même d'agents de l'organisation Aginter, célèbre pour ses préoccupations fascistes. L'un d'entre eux travaillerait dans le Trégor.

ROG A PARIS

Après nos chanteurs, les Alsaciens vont-ils envahir la capitale de l'hexagone ? On n'en est pas là, mais pour la première fois Sylvia Montfort a accueilli Roger Siffer au Nouveau Carré... Un certain courage pour un théâtre qui est déjà difficile à manier.

LA POLICE DE PONIA

Va-t-on devoir regretter le beau Raymond ? Sous ses airs patelins, le prince Ponia apparaît de jour en jour comme le vrai tireur de ficelle du régime, le clown blanc auprès de l'Auguste Valéry... Et quel clown blanc !

Le cas des deux avocats algériens récemment matraqués est sans doute le résultat des derniers accords franco-algériens. Pourvu que Poniatowski ne passe pas d'accord franco-breton avec Lombard...

LE P.C.F. RECUPERE !

Ce parti si peu communiste et tellement français, barbouillé de cocorico et de bleu-blanc-rouge craint de plus en plus pour son audience en Bretagne. Alors il va falloir récupérer.

On entendra parler bientôt d'une récupération des « bonnets rouges ».

D'après des sources on ne peut plus certaines le P.C.F. organiserait pour le tri-centenaire des Bonnets Rouges une importante manifestation à Quimper sous la présidence de Roland Leroy. A cette occasion serait présenté le film de René Vautier sur Ar Balp... René, est-ce sérieux ?

J.J.S.S. SE MOUILLE

A une question du « Monde » : « La carte des régions actuelle vous paraît-elle satisfaisante ? » J.J. a répondu sans effort : « C'est un problème délicat. C'est aux régions elles-mêmes d'en décider par le débat et par le vote ».

Quel courage !

**VOS GUEULES
LES MOUETTES**

Le 21 janvier, M. Le Cabellec, député du Morbihan, avait écrit au ministre de l'Intérieur pour lui faire part de l'indignation soulevée parmi les Bretons par le film « Vos gueules les mouettes » qui, disait-il, constitue une atteinte à leur honneur et à leur dignité.

— Réponse de M. Michel Guy :

« Vous n'ignorez pas que la représentation publique d'un film cinématographique est subordonnée à l'obtention d'un visa délivré après avis de la commission de contrôle des films cinématographiques ; en l'occurrence la commission avait estimé que le film incriminé relève du domaine de la farce et que même si l'on peut apprécier avec plus ou moins de réserve le bon goût de certaines séquences, il ne saurait avoir nature à restriction administrative d'exploitation de ce film.

J'ai effectivement considéré qu'il n'y avait en ce qui le concerne aucun motif d'interdiction ou de limitation. Je suis d'ailleurs persuadé que vos compatriotes bretons sauront distinguer ce qui ressort du domaine de la plaisanterie de ce qui constituerait une atteinte à leur honneur, atteinte qu'à l'évidence les auteurs n'ont pas voulu

**DEMANDEZ
LES DOCUMENTS
DU MOUVEMENT B5**

12, Allée de Grèbes
44500 LA BAULE

**Pour une Bretagne
à 5 départements**